



CECI

CENTRE CANADIEN D'ÉTUDE
ET DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE
160, rue Saint-Joseph Est
Québec (Québec) CANADA G1K
3A7
Tél.: (418) 523-6552
Télec.: (418) 523-7525
C.élec.: lmasselin@ceci.ca,
anvckd@ceci.ca.

Notes sur les évaluations participatives de la pauvreté

Anyck Dauphin
Direction Études et Formation

Octobre 2000

La production de ce document a bénéficié de l'appui financier du programme de recherche sur les Impacts Microéconomiques des Politiques Macroéconomiques (MIMAP) du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI).

Table des matières

Qu'est-ce qu'une «évaluation participative de la pauvreté» ?	2
Les critiques adressées aux évaluations participatives de la pauvreté	3
Perceptions pouvant être explorées par une évaluation participative de la pauvreté	3
Utilisations possibles des perceptions sur la pauvreté	5
Quelques cas d'évaluation participative de la pauvreté	7
Ghana	7
Niger	8
Nigeria	9
Références	10

Qu'est-ce qu'une «évaluation participative de la pauvreté» ?

- Une évaluation participative de la pauvreté est une méthode de recherche itérative et «participative» qui vise à comprendre la pauvreté à partir de la perspective des pauvres en mettant l'accent sur leurs réalités, leurs besoins et leurs priorités.
- Dans le but de couvrir au maximum les intérêts et les perspectives de tout un chacun, une évaluation participative de la pauvreté peut choisir d'inclure aussi les perceptions des autres agents de développement. Pensons par exemple aux décideurs de tous les paliers du gouvernement, aux membres de la société civile, aux décideurs des ONG locales et internationales et des agences internationales comme la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, etc.
- La méthode de recherche est dite «participative», car elle suit deux principes :
 - Le premier est de donner aux pauvres, femmes et hommes – et potentiellement aux autres agents – un certain contrôle sur le processus de recherche. Les techniques utilisées sont donc assez flexibles : questions ouvertes, interviews non-structurées, etc. De plus, elles traitent les hommes et les femmes comme deux groupes sociaux distincts ayant leurs propres expériences et leurs propres intérêts.

La raison d'être de ce premier principe est de :

- Permettre l'émergence de problèmes et de dimensions de la pauvreté qui sont importants pour les hommes et les femmes pauvres – et potentiellement pour les autres agents – mais qui ne sont pas nécessairement connus des chercheurs. Et donc, accroître leur compréhension de la pauvreté au plan de sa nature, de ses causes et de ses remèdes.
- Le deuxième est d'incorporer les perceptions des hommes et des femmes pauvres – et potentiellement des autres agents – dans la formulation des politiques d'allègement de la pauvreté.

Les raisons d'être de ce deuxième principe sont de :

- Reconnaître que les pauvres – et potentiellement les autres agents – sont en fait des experts de la pauvreté, et donc, que la prise en compte de leurs vues pourrait concourir à la formulation de politiques anti-pauvreté plus efficaces.
- Renforcer les capacités des institutions locales concernées par la livraison des politiques.
- Contribuer à l'émancipation des pauvres.

Les critiques adressées aux évaluations participatives de la pauvreté¹

- La participation des populations locales et des autres agents est coûteuse en temps et en argent et ne garantit pas le succès des politiques qui tiendraient compte des vues émises.
- La participation n'est pas pertinente et est un luxe dans des situations où la pauvreté est très prononcée. Il est difficile de justifier des dépenses sur un tel processus lorsque des gens ne mangent pas à leur faim.
- La participation est portée par une ferveur idéologique qui est plus intéressée à promouvoir une perspective idéologique du développement qu'à assurer des retombées aux pauvres.

Perceptions pouvant être explorées par une évaluation participative de la pauvreté

- Les perceptions des concepts de pauvreté, de richesse, de bonheur et de qualité de vie. (Ex : Aho, Larivière et Martin, 1997, *Consultations with the Poor*, 1999.)

Énoncés des questions suggérées par Aho, Larivière et Martin :

- Comment définissez-vous le bien-être?
- Quels sont les éléments qui devraient être réunis pour assurer un bon niveau de bien-être?
- ...

- Les perceptions relativement aux besoins de base et aux causes et conséquences de l'insatisfaction de ces besoins. (Ex : Dauphin, 1999)

Énoncés des questions utilisées par Dauphin :

- On entend souvent dire qu'une personne pauvre est une personne qui n'arrive pas à satisfaire ses besoins de base. De quels besoins s'agit-il au juste?
- Lorsqu'on dit qu'une personne est pauvre, de quoi manque-t-elle exactement?
- ...

- Les perceptions que des populations locales ont du revenu minimum nécessaire pour satisfaire leurs besoins de base.

Énoncé de la question du *US Income Survey Development Program*:

- En vivant là où vous vivez présentement et pour pouvoir vous acquitter des dépenses que vous jugez nécessaires, quel serait le plus faible revenu que vous et votre famille auriez besoin pour joindre les deux bouts? (*Minimum Income Question, MIQ*)

¹ Cette section s'inspire largement du chapitre 3 du livre *UNDP Guidebook on Participation*.

Énoncés des questions du *Wisconsin Basic Needs Study* :

- Quel est le niveau de revenu mensuel pour votre ménage et après taxes qui vous rendrait terriblement ennuyé?

...

- Quel est le niveau de revenu mensuel pour votre ménage et après taxes qui vous réjouirait? (*Income Evaluation Question, IEQ*)

- Les perceptions que les populations locales ont de leur situation en terme de pauvreté.

Énoncé de la *Russian Longitudinal Monitoring Survey* :

- S'il vous plait, imaginez un escalier avec 9 marches, où sur la première marche se tiennent les gens pauvres et sur la neuvième marche, les gens riches. À quelle marche vous tiendriez-vous aujourd'hui?

Énoncés de la *Jamaica Living Condition Survey* en 1993 et du *Nepal Living Standards Survey* de 1995/1996:

- À propos de la consommation alimentaire de votre famille au cours du dernier mois, lequel des énoncés suivants est vrai? (i) Moins qu'adéquate pour les besoins de votre famille; (ii) Adéquate pour les besoins de votre famille; (iii) Plus qu'adéquate pour les besoins de votre famille; (iv) Ne s'applique pas.
- À propos du logement de votre famille, ...
- À propos de l'habillement de votre famille, ...
- À propos des soins de santé que reçoit votre famille,
- À propos de la scolarisation de vos enfants,

- Les principales préoccupations des populations locales, les problèmes qu'elles perçoivent comme étant les plus graves et leurs perceptions quant aux priorités à donner aux actions publiques de développement (Ex : *Consultations with the Poor*, 1999, Dauphin, 2000).

Énoncés des questions utilisées par Dauphin :

- Au niveau de votre communauté, pouvez-vous identifier 10 domaines où une action de développement devrait être entreprise pour réduire la pauvreté?
- De ces 10 domaines, pouvez-vous identifier les 5 qui requièrent une intervention en priorité?

- Les perceptions quant à l'accès des populations locales aux services publics et à la qualité et la pertinence de ces services.
- Les actifs perçus comme étant les plus en mesure d'assurer un bon niveau de vie.
- Les perceptions quant à la pertinence et à la sensibilité des institutions à répondre aux besoins et aux priorités des populations locales. (Ex : *Consultations with the Poor*, 1999)
- Les perceptions quant aux relations de genres à l'intérieur des ménages et des communautés. (Ex : *Consultations with the Poor*, 1999)

Utilisations possibles des perceptions sur la pauvreté

« A policy recommendation is contingent on feasibility, but the recognition of poverty has to go beyond that. One can argue that the first step is to *diagnose* deprivation, and related to that, to determine what we *should* do if we had the means. And the next step is to make actual policy choices in line with our means. In that sense, the descriptive analysis of poverty has to be prior to policy choice.

But how should that descriptive analysis of poverty proceed? Just because it is primarily a descriptive exercise, we should not make the mistake of thinking that the analysis must be somehow independent of the society in which poverty is being assessed. [...] We could, of course, debate about the exact ways in which normative judgements should take note of such social variations, but the primary exercise of diagnosing deprivation cannot but be sensitive to the way various types of hardships are viewed in the society in question. » Sen, 1992, p. 108.

- Les perceptions concernant le concept de pauvreté peuvent contribuer au débat conceptuel en spécifiant la nature de ce qui est manquant, et conséquemment préconiser l'usage de certains indicateurs de pauvreté et de certaines politiques sur d'autres.
- Des auto-évaluations de la pauvreté conjointement avec des données objectives sur la pauvreté (revenu, santé, éducation, etc.) peuvent servir à comprendre les déterminants du bien-être, et donc encore une fois à guider le choix des indicateurs et des politiques. (Ex : Ravallion et Lokshin, 1999)

« It is a paradox that when economists analyze the welfare impacts of policies, they typically assume that people are the best judges of their own welfare, yet they resist directly asking people themselves whether they are better off. It is assumed instead that the economist knows the answer on the basis of objective data on income and prices. While early ideas of «utility» were explicitly subjective, the modern approach in economics has generally ignored the expressed views of people themselves about their own welfare. » Ravallion et Lokshin, 1999, p.2

- Les perceptions sur la spécificité des besoins de bases, sur le revenu minimum pour ne pas être pauvre ainsi que les auto-évaluations de la pauvreté peuvent aider à calculer la ligne de pauvreté. (Ex: Pradhan et Ravallion, 1998, Stanovnik, 1992, Danziger and associates, 1984, Colastanto *et al.*, 1984)

«The most common practice in drawing a poverty line starts with “objective” pre-determined nutritional requirements for good health and active life. The poverty line is then defined as the value of a monetary measure of individual economic welfare, such as expenditure on all goods and services, at which these nutritional requirements are met given prices and references tastes. [...]

However, there is an inherent subjectivity and social specificity to any notion of “basic needs”, including nutritional requirements.» Pradhan et Ravallion, 1998, p.2

- "A better understanding of the determinants of self-rated economic welfare may also help understanding the political economy of economic policy making, such as why some sub-groups in society appear to be more opposed to policy change than a conventional calculation of income gains and losses would suggest." Ravallion et Lokshin, 1999, p.3

- Les perceptions sur les causes de la pauvreté et sur les priorités à donner aux actions de développement peuvent guider la formulation des politiques d'allègement de la pauvreté.

« Successful pro-poor HAP strategies can only be devised if the nature of poverty is clear to the policy makers involved in designing these strategies. Both qualitative sources of information – in which the poor are directly involved in identifying the causes and effects of ill health and poverty – as well as quantitative data – are important to verify if strategies are effective in reducing poverty. » Union Européenne.

Quelques cas d'évaluation participative de la pauvreté²

Ghana

Durée et coût	Contexte	Institutions Impliquées	Méthodologie	Niveau de participation
Mai-juin 1993, Avril-mai 1994, Nov. 1994 100 000\$ US	Environnement politique stable. Faible support du gouvernement au début, mais très fort par la suite.	Banque Mondiale, universitaires, ONG, Ministère du gouvernement local et du développement rural et agences d'aide internationale dont UNICEF.	Discussions en groupe focalisé et «diagnostique rural participatif» (dessins de cartes, diagrammes de changements, matrices, etc.) dans 15 communautés rurales et urbaines.	Communautés et autorités politiques.
Résultats de l'évaluation participative de la pauvreté	Impacts sur la Banque Mondiale	Impacts sur le gouvernement	Impacts sur les autres institutions	
La pauvreté est multidimensionnelle. De nouvelles explications ont été apportées sur certains problèmes, dont celui de ménages à chef féminin au nord du pays. L'importance de l'infrastructure rurale, de la qualité et de l'accessibilité aux services d'éducation et de santé est ressortie.	La Banque a modifié sa stratégie en mettant plus d'accent sur l'infrastructure rurale et sur la qualité et l'accessibilité à l'éducation, ce qui s'est concrétisé par la formulation d'un projet d'infrastructure villageoise.	L'UNICEF a produit un document synthèse qu'elle a présenté devant plusieurs représentants politiques clés du gouvernement. Un dialogue a été amorcé depuis entre la Banque et le gouvernement au sujet de la pauvreté.	D'autres institutions étaient déjà impliquées dans le dialogue sur la pauvreté.	

² Tiré de C. Robb (1998).

Niger

Durée	Contexte	Institutions Impliquées	Méthodologie	Niveau de participation
Avril 1994	<p>Instabilité politique.</p> <p>Les responsables des évaluations quantitative et participative de la pauvreté ont travaillé en étroite collaboration.</p>	Banque Mondiale, un sociologue rattaché au gouvernement, ONG et FAO.	Interviews informelles avec questions ouvertes et discussions en groupe focalisé.	Communautés, représentants du gouvernement et ONG.
Résultats de l'évaluation participative de la pauvreté	Impacts sur la Banque Mondiale	Impacts sur le gouvernement	Impacts sur les autres institutions	
<p>La pauvreté est multidimensionnelle.</p> <p>Plusieurs éléments clés ressortis de l'évaluation quantitative de la pauvreté ont été confirmés, dont l'insécurité alimentaire et le faible taux d'inscriptions scolaires.</p> <p>De nouvelles explications relativement à certains problèmes ont été apportées, dont le faible taux d'inscriptions scolaires et l'utilisation restreinte des services de santé.</p>	<p>Le projet d'infrastructure, déjà planifié, a été reformulé de façon à viser davantage des objectifs de réduction de pauvreté et à introduire des opérations rurales pilotes.</p> <p>La Stratégie d'Assistance des Pays a décidé d'utiliser à l'avenir des techniques participatives.</p>	Le gouvernement a formé un comité interministériel sur la pauvreté.	<p>Le PNUD et l'UE ont participé aux journées de travail du Comité d'Assistance des Pays en 1997 dans le but de formuler leur propre stratégie de réduction de la pauvreté.</p> <p>Les ONG sont maintenant reconnues comme de vrais acteurs dans le dialogue sur l'allègement de la pauvreté.</p>	

Nigeria

Durée et coût	Contexte	Institutions Impliquées	Méthodologie	Niveau de participation
De la fin 1993 au début 1994 (trois mois)	Faible support du gouvernement au début, mais croissant en cours de route.	Banque Mondiale, DFIF, Ministère du plan, ONG internationales et UNICEF.	Discussions en groupe focalisé avec 2 000 personnes réparties entre 98 communautés rurales et urbaines	Communautés, représentants du gouvernement et ONG locales vers la fin.
Résultats de l'évaluation participative de la pauvreté	Impacts sur la Banque Mondiale	Impacts sur le gouvernement	Impacts sur les autres institutions	
<p>La pauvreté est multidimensionnelle.</p> <p>L'eau et les routes sont ressorties comme les priorités de développement pour les pauvres.</p> <p>Certaines des difficultés que rencontrent les pauvres pour s'en sortir ont été identifiées.</p> <p>Malgré une baisse globale de la pauvreté, la situation des 20% plus pauvres de la population s'est détériorée.</p> <p>L'importance des dépenses publiques ciblées dans la santé, l'éducation et l'eau pour réduire la pauvreté a été mise en lumière.</p>	<p>La Banque a reformulé sa stratégie de réduction de la pauvreté en misant davantage sur l'eau et les routes.</p>	<p>L'évaluation participative a initié un débat à l'intérieur du pays sur la pauvreté et les questions de genre qui se poursuit toujours.</p> <p>Le gouvernement démontre depuis beaucoup plus d'intérêt dans le travail des ONG et s'y implique davantage.</p>	<p>Les ONG sont de plus en plus acceptées comme partie intégrante du processus de développement.</p>	

Références

- Aho, G., S. Larivière et F. Martin, 1997, *Manuel d'analyse de la pauvreté : Applications au Bénin*, Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Banque Mondiale, 1999, *Consultations with the Poor: Methodology Guide for the 20 Country Study for the World Development Report 2000/2001*, Poverty Group, Poverty Reduction and Economic Management Network.
- Colastanto, D., A. Kapteyn et J. van der Gaag, 1984, « Two subjective definitions of poverty: Results from the Wisconsin Basic Needs Study », *Journal of Human Resources*, Vol. 19, pp.127-138.
- Danziger, S., J. van der Gaag, E. Smolensky et M. Taussig, 1984, « The direct measurement of welfare levels: How much does it take to make ends meet ? », *Review of Economics and Statistics*, Vol. 66, pp.500-505.
- Dauphin, A., 2000, « Usefulness of Nepal PMS for the local population: Methodological report and results », Document de la direction Études et Formation, CECI.
- Dauphin, A., 1999, « Methodological Report of the Survey on Perceptions of Poverty in Burkina Faso », Document de la direction Études et Formation, CECI.
- Pradhan, M. et M. Ravallion, 1998, « Measuring Poverty Using Qualitative Perceptions of Welfare », Policy Research Working Paper, Document no. 2011, Development Research Group, Poverty and Human Resources, World Bank.
- Programme des Nations Unies pour le Développement, 1997, *UNDP Guidebook on Participation*, Document accessible par Internet.
- Ravallion, M. et M. Lokshin, 1999, « Subjective Economic Welfare », Poverty and Human Resources, Document no. 2106, Development Research Group, Poverty and Human Resources, World Bank.
- Robb, C. M., 1998, *Can the Poor Influence Policy? Participatory Poverty Assessments in the Developing World*. Directions in Development, The World Bank, Washington, DC.
- Stanovnik, T., 1992, « Perception of poverty and income satisfaction. An empirical analysis of Slovene households », *Journal of Economic Psychology*, Vol. 13, pp.57-69.
- Union Européenne, *Partnership and Stakeholder Participation*, Document accessible sur Internet.